

## **Fronde (déjà!) contre un possible candidat à la mairie de Montréal**

**Montréal, le 6 juin 2024** – Plus d'un an avant les élections, les syndicats représentant près de 20 000 salarié.e.s de la Ville de Montréal montent (déjà!) en fronde contre un possible candidat et avertissent que les propos tenus par ce dernier sont irresponsables et menacent la paix industrielle de la plus importante métropole du Québec.

Les syndiqué.e.s dénoncent l'amateurisme dont fait preuve Michel Leblanc, président de la Chambre de commerce de Montréal métropolitain et candidat pressenti à la mairie. À la consultation prébudgétaire de la Ville de Montréal, il a dit que s'attaquer à la masse salariale est la seule solution aux crises budgétaires soi-disant inévitables à la Ville.

« Il a, ni plus ni moins, invité le gouvernement provincial à donner des leviers à la Ville pour leur permettre de contourner les négociations avec les différentes organisations syndicales. Soyons clairs : de tels propos sont inconstitutionnels et immoraux et nous nous y opposerons farouchement », de dire d'une seule voix les représentants syndicaux.

Brandissant une étude de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), Michel Leblanc affirme que les fonctionnaires municipaux accusent un écart de rémunération globale de 36 % par rapport à leurs homologues provinciaux.

« Rectifions le tir, l'étude de l'ISQ démontre que les fonctionnaires provinciaux accusent un retard salarial par rapport à l'ensemble des emplois au Québec. Ce ne sont pas les fonctionnaires municipaux qui sont "à l'avance" sur tout le monde. Ce sont les fonctionnaires provinciaux qui sont "en retard" par rapport à tous les autres secteurs au Québec » de préciser les représentants syndicaux.

Les négociations des prochaines conventions collectives de la majorité des fonctionnaires municipaux de Montréal sont déjà ou seront incessamment entamées. Les organisations syndicales uniront leurs forces pour s'assurer de contrer les récupérations populistes de leurs demandes.

« Comme tout le monde, nos membres ont été secoués par l'inflation et subissent la crise du logement actuelle. Nous avons déjà largement sacrifié dans nos conditions de travail pour réparer les erreurs financières passées de notre employeur. Un simple survol du mouvement contre la loi ayant unilatéralement affaibli nos régimes de retraite suffit pour le constater. Maintenant, négocions et avançons pour le bien des citoyennes et citoyens » de rappeler les représentants syndicaux.

Les porte-parole syndicaux sont Patrick Dubois, Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal (SCFP-429) et Jean-Pierre Lauzon, Syndicats des cols bleus regroupés de Montréal (SCFP-301).